

**NOTE DE CONJONCTURE ECONOMIQUE
DE MARS 2009**

QUELQUES CHIFFRES-CLES DE L'ECONOMIE CAMEROUNAISE
(Montants en milliards de francs CFA)

Données annuelles	PIB 2009 (Projection)	10 294
	Taux de croissance réelle du PIB 2009 en % (Projection)	2,5
	Taux d'inflation 2009 en % (Projection)	3,0
	PIB 2008 (estimation)	10481
	Taux de croissance du PIB réel 2008 en % (estimation)	3,4
	Taux d'inflation 2008 en % (réalisation)	5,3
	Recettes internes de l'exercice 2007 (loi de règlement)	1935,8
	Recettes internes de l'exercice 2008 (estimation Tableau de Bord des Finances Publiques)	2176,0
	dont Recettes pétrolières	810,2
Recettes non pétrolières	1365,8	
Données mensuelles (mars 2009)	Variation des prix par rapport à février 2009 à Yaoundé (en %)	-0,2
	Variation des prix par rapport à février 2009 à Douala (en %)	-0,2
	Balance commerciale	n.d.
	Balance commerciale hors pétrole	-82,7
	Recettes budgétaires	215,4
	dont Recettes non pétrolières	195,3
	Solde de base non pétrolier hors financement extérieur	60,5

Sommaire

	Pages		Pages
Vue d'ensemble	2	Situation monétaire	10
Commerce extérieur	3	Marché monétaire et secteur financier	12
Finances publiques	7	Informations socio-économiques	15

Commerce extérieur

La balance commerciale hors pétrole du mois de février 2009 accuse un déficit de 82,7 milliards résultant de 149,1 milliards d'importations et de 66,3 milliards d'exportations. Ce déficit se creuse de 4,6 milliards par rapport au mois précédent, consécutivement à une hausse de 10,6% des importations hors pétrole, hausse qui n'a pas pu compenser celle de 17,6% des exportations. Comparativement au mois de mars 2008, l'on note plutôt un rétrécissement de 74,2 milliards du solde commercial hors pétrole.

Sur l'ensemble des trois premiers mois de l'année 2009, le solde commercial hors pétrole se situe à -271,5 milliards contre -259,5 milliards pour la même période de l'année 2007.

Finances publiques

Les recettes budgétaires internes du mois de mars 2009 s'évaluent à 215,4 milliards et sont en augmentation de 114,2 milliards par rapport au mois de février. Cette hausse est attribuable tant aux recettes pétrolières qui augmentent de 8,3 milliards qu'aux recettes non pétrolières qui passent de 89,4 milliards à 195,3 milliards.

Le cumul des recettes budgétaires internes au terme des trois premiers mois de l'exercice 2009 s'élève 431,7 milliards, diminuant ainsi de 71,3 milliards par rapport à la même période de l'exercice 2008. Cette baisse est attribuable aux recettes pétrolières qui connaissent une diminution de 87,8 milliards.

Les dépenses totales et prêts effectués au cours du mois de mars 2009 se chiffrent à 176,6 milliards, en augmentation de 59,6 milliards par rapport au mois précédent. Cette hausse est observable sur l'ensemble des postes de dépenses. Ainsi, les dépenses courantes induites par les achats de biens et services augmentent de 35,9 milliards, les dépenses d'investissement sur ressources propres s'accroissent de 20,3 milliards et le service de la dette de 8,2 milliards.

Au terme du premier trimestre de l'exercice 2009, les dépenses publiques cumulées s'élèvent à 448,1 milliards contre 374,9 milliards à la même période de l'exercice antérieur, augmentant ainsi de 19,5%.

Situation monétaire

Les avoirs extérieurs nets se situent à 1717 milliards à fin mars 2009 et augmentent de 1,5% par rapport au mois de février 2009. Le crédit intérieur régresse de 4,8% en s'établissant à 642 milliards contre 675 milliards le mois précédent. Cette conjoncture découle d'une baisse de 7,8% des créances nettes du système monétaire sur l'Etat et d'une hausse de 1,2% du crédit à l'économie.

Reflétant ces évolutions, la masse monétaire (M2) régresse de 1,1% pour se situer à 2068 milliards à fin mars 2009, contre 2096 milliards à fin février 2009. Par contre, en glissement annuel, la masse monétaire progresse de 9,4%.

Marché monétaire et secteur financier

L'encours des avances de la BEAC aux établissements de crédit est de 5662 millions en mars 2009, contre 3690 millions en février 2009. Les établissements de crédit éligibles et institutions financières publiques ont effectué des placements à la BEAC pour un montant total de 210 milliards en mars 2009, contre 212 milliards en février. Le taux de couverture de la monnaie se stabilise à 93,6% au cours du premier trimestre 2009, le minimum statutaire étant de 20%.

Informations socio économiques

Par rapport au mois de février 2009, l'indice des prix à la consommation finale des ménages diminue de 0,2% en mars 2009 tant à Yaoundé qu'à Douala. En glissement annuel, les prix progressent plutôt de 3,8% à Yaoundé et de 2,3% à Douala, en liaison avec la hausse des prix des produits alimentaires et dépenses d'éducation et loisirs.

COMMERCE EXTERIEUR

Balance commerciale

En février 2009, l'ensemble des transactions commerciales hors pétrole avec le reste du monde enregistre un fléchissement de 17,7% comparativement au mois précédent. En effet, elle s'établit à 195,6 milliards contre 237,6 milliards il y a un mois. Constitués à 68,9% par des importations hors pétrole, ces échanges se soldent par une balance commerciale déficitaire de 74 milliards, bien que en nette amélioration de 21,3 milliards par rapport au déficit (-95,2 milliards) enregistré un mois plutôt. Cette situation s'explique principalement par une diminution plus importante des importations hors pétrole

(-19%), par rapport à la diminution des exportations de même nature (-14,6%).

En glissement annuel, ce déficit commercial hors pétrole s'est considérablement aggravé de 44,9 milliards, suite à une diminution sensible des exportations hors pétrole (-24,3%) conjugué à une augmentation des importations de même nature (+23,1%). Sur l'ensemble des deux premiers mois de l'année, le déficit commercial hors pétrole s'est également détérioré de 66,7 milliards. Le taux de couverture des exportations par les importations hors pétrole enregistre une augmentation de près de 2 points entre janvier et février 2009 et une diminution de 20 points entre février 2008 et février 2009.

Tableau 1 : Résultats provisoires du commerce extérieur (en millions de francs CFA)

Période	février-08	janvier-09	février-09	jan-fév 08	jan-fév 09	Variation		
	(a)	(b)	(c)	(d)	(e)	c/b	c/a	e/d
Libellés								
Exportations	140 743	153 474	ND	323 330	ND	NC	NC	NC
Pétrole brut	60 388	82 302	ND	142 175	ND	NC	NC	NC
Exportations hors pétrole	80 355	71 171	60 799	181 156	131 971	-14,6%	-24,3%	-27,2%
Importations	110 863	ND	ND	331 592	ND	NC	NC	NC
Pétrole brut	1 415	ND	ND	47 923	ND	NC	NC	NC
Importations hors pétrole	109 447	166 414	134 773	283 669	301 187	-19,0%	23,1%	6,2%
Balance commerciale	29 880	NC	ND	-8 262	ND	NC	NC	NC
Bal.com.hors pétrole	-29 093	-95 243	-73 974	-102 513	-169 217	21 269	-44 881	-66 704
Taux de couverture en %	127%	NC	NC	98%	NC			
Tx de cov.hors pétrole en %	73%	43%	45%	64%	44%			

NC : non calculée ; ND : non disponible

Source : DGD/DAE _ MINEFI

EXPORTATIONS

Les exportations hors pétrole se chiffrent à 60,8 milliards au mois de février 2009, en diminution de 14,6% par rapport au mois précédent. Cette baisse est principalement induite par la diminution des ventes de l'aluminium brut (-33,3% en volume et -45,5% en valeur), du bois brut en grume (-4% et -72,6%) et du cacao brut en fèves (-68,1% et 68%). Le fléchissement des ventes du cacao brut en fèves n'est guère surprenant, car nous sommes à la fin de la campagne principale de la saison cacaoyère 2008/2009. Par ailleurs, les baisses observées au niveau de l'aluminium brut et le bois brut en grume sont dues aux méfaits de la crise financière qui ont fait plonger les cours de

l'aluminium et entrainer également la mévente du bois en grume.

En termes de structure, les huit principaux groupes de produits exportés (hors pétrole) en février 2009 représentent près de 74,3% en valeur contre 81,9% il y a un mois (soit une diminution de 7,6 points). Ils sont principalement constitués du carburant et lubrifiant (17,9% du total des exportations hors pétrole en valeur), du bois scié (16,1%), du bois brut en grume (6,5%), de l'aluminium brut (4,4%), du caoutchouc brut (3,3%), de la banane fraîche (4,6%), du coton brut (5,6%), des feuilles de placages en bois (2,6%) et du cacao brut en fève (13,3%).

En glissement annuel, les exportations hors pétrole du mois de février s'inscrivent en baisse de 24,3% en valeur. Cette baisse est induite par les reculs observés au niveau des ventes du

cacao brut en fèves qui enregistre une baisse en valeur absolue de près de 3,2 milliards, du carburant et lubrifiant (-23,6 milliards) et des bois et ouvrages en bois (-3,7 milliards).

Tableau 2 : Principaux produits exportés **quantité (Q) en tonnes, valeur (V) en millions de FCFA**

Période	février-08		janvier-09		février-09		Variation			
Libellés	(a)		(b)		(c)		(c/b)		(c/a)	
Bananes fraîches	11 707	1 492	19 759	2 558	21 491	2 793	8,8	9,2	83,6	87,2
Café	358	338	417	335	1 512	1 159	262,1	246,4	322,0	243,3
dont café arabica	62	74	57	67	69	82	22,3	22,3	12,6	11,7
et café robusta	281	235	359	264	1 442	1 077	301,3	307,5	413,5	358,9
Huile de palme brute ou raffinée	783	651	204	187	908	775	344,5	314,6	16,0	19,1
Cacao brut en fèves	16 740	11 233	37 738	25 322	12 036	8 076	-68,1	-68,1	-28,1	-28,1
Pâte de cacao	612	699	1 102	1 748	858	1 355	-22,2	-22,5	40,1	93,8
Beurre de cacao	257	309	990	1 528	436	670	-56,0	-56,1	69,2	116,9
Préparations pour soupes et potages	272	332	72	100	495	630	585,0	529,6	81,8	89,8
Bières	918	279	768	246	516	176	-32,8	-28,8	-43,8	-37,1
Ciments	0	0	600	64	1 713	176	185,4	172,9	NC	NC
Huiles brutes de pétrole	243 466	60 388	319 920	82 302	ND	ND	NC	NC	NC	NC
Carburants et lubrifiants	125 326	34 442	99	129	24 782	10 888	NC	NC	-80,2	-68,4
Savons de ménage en morceaux	672	398	1 679	968	2 255	1 278	34,4	32,1	235,5	220,9
Caoutchouc brut	2 427	1 889	1 867	1 600	2 315	2 027	24,0	26,7	-4,6	7,3
Bois et ouvrages en bois	68 518	19 289	108 212	22 960	69 821	15 571	-35,5	-32,2	1,9	-19,3
<i>Bois brut (grumes)</i>	<i>25 456</i>	<i>2 929</i>	<i>103</i>	<i>14 383</i>	<i>99</i>	<i>3 937</i>	<i>-4,0</i>	<i>-72,6</i>	<i>289,2</i>	<i>34,4</i>
<i>Bois sciés</i>	<i>47</i>	<i>13 700</i>	<i>207</i>	<i>8 023</i>	<i>276</i>	<i>9 807</i>	<i>32,9</i>	<i>22,2</i>	<i>487,5</i>	<i>-28,4</i>
Feuilles de placage en bois	2 327	2 361	293	242	1 286	1 555	339,0	543,7	-44,7	-34,1
Coton brut	3 159	1 699	1 858	1 141	5 212	3 425	180,4	200,2	65,0	101,7
Aluminium brut	ND	ND	6 331	4 899	4 218	2 677	-33,4	-45,4	NC	NC
Tôles en aluminium	274	487	118	209	212	348	79,4	66,1	-22,8	-28,6
<i>Total général des exportations hors pétrole</i>		<i>80 355</i>		<i>71 171</i>		<i>60 799</i>		<i>-14,6</i>		<i>-24,3</i>
Total général des exportations		140 743		153 474		ND		NC		NC

Légende: * = quantités de bois en mètres cubes

Importations

En février 2009, les importations hors pétrole se situent à 134,8 milliards contre 166,4 milliards il y a un mois, enregistrant ainsi une diminution de près de 19%. Ce fléchissement des importations est particulièrement induit par la baisse des achats des produits alimentaires destinés à la consommation des ménages. Le poids de ce dernier, dans le total des importations hors pétrole passe de 36,5% il y a un mois à 19,7%, perdant ainsi près de 17 points. Contrairement au mois précédent, où on notait une prédominance des produits destinés à la consommation des ménages, la structure des importations hors pétrole est dominée par les

achats des machines et appareils mécaniques ou électriques (28,6% du total des importations hors pétrole contre 19,2% le mois précédent), avec un accroissement sensible des achats des machines et appareils électriques (+32,5% en valeur). A la suite de ce groupe de produit, on note la présence des produits destinés à la consommation des ménages avec 19,7% du total des importations hors pétrole contre 36,5% il y a un mois ; des produits des industries chimiques (9,6% contre 11,4%), des matériaux de transport (7,9% contre 8,3%). Ces principaux groupes de produits représentent plus du 2/3 des importations hors pétrole.

Bien que dans l'ensemble, on note une baisse généralisée des importations, il est à relever que les achats de certains produits sont restés assez dynamique : le sucre raffiné (+33,5% en volume et +35% en valeur), le clinker (+141,2% et +166,5%), les carburants et lubrifiants (+8,9% et +79,8%), les insecticides, fongicides et herbicides (+24,5% et +28,4%), les pneumatiques neufs (+49,3% et +32,4%), les ouvrages en fonte, fer et acier (+67,8% et +53,3%).

En glissement annuel, on enregistre une hausse de 23,1% des importations hors pétrole. Cette évolution est à mettre à l'actif des accroissements sensibles observés au niveau des importations des poissons de mer congelés (+187,7% en valeur), le clinker (+317,3%), les carburants et lubrifiants (+442,2%), les produits pharmaceutiques (+64,5%), les machines et appareils électriques (+223,2%).

Tableau 3 : Principaux produits importés quantité (Q) en tonnes, valeur (V) en millions de FCFA

Période	février-08		janvier-09		février-09		Variation			
Libellés	(a)		(b)		(c)		(c/b)		(c/a)	
Poissons de mer congelés	7 623	2 575	21 742	14 700	11 593	7 410	-46,7	-49,6	52,1	187,7
<i>Animaux et produits du règne animal</i>	8 653	4 426	23 350	16 797	12 533	8 914	-46,3	-46,9	44,8	101,4
Céréales	81 388	18 255	90 232	19 773	31 743	5 571	-64,8	-71,8	-61,0	-69,5
Autres froments et méteil	30 750	7 565	33 243	6 821	17 980	2 526	-45,9	-63,0	-41,5	-66,6
Riz	50 293	10 611	48 437	12 648	13 349	2 911	-72,4	-77,0	-73,5	-72,6
Produits de la minoterie; malt	5 651	2 669	13 357	5 952	992	375	-92,6	-93,7	-82,5	-85,9
Malt non torréfié	4 600	2 281	9 948	4 721	622	241	-93,7	-94,9	-86,5	-89,5
<i>Produits du règne végétal</i>	87 348	21 716	104 343	26 546	37 419	7 520	-64,1	-71,7	-57,2	-65,4
Huiles brutes ou raffinées	2 427	891	14 439	8 559	5 163	2 152	-64,2	-74,9	112,7	141,6
<i>Graisses et huiles animales ou végétales</i>	2 888	1 148	14 784	8 745	5 662	2 444	-61,7	-72,1	96,0	112,9
Sucres raffinés de canne ou de betterave	3 847	1 765	2 241	1 020	3 000	1 376	33,8	35,0	-22,0	-22,0
<i>Produits alimentaires industriels</i>	10 717	6 560	12 436	8 597	11 656	7 612	-6,3	-11,5	8,8	16,0
Clinkers	22 233	1 449	40 407	2 269	97 466	6 048	141,2	166,5	338,4	317,3
Hydrocarbures	8 480	3 273	21 273	4 050	25 504	7 103	19,9	75,4	200,7	117,0
Huiles brutes de pétrole	4 358	1 415	ND	ND	ND	ND	NC	NC	NC	NC
Carburants et lubrifiants	1 795	1 007	17 931	3 038	19 533	5 463	8,9	79,8	988,3	442,2
<i>Produits minéraux</i>	80 688	6 774	71 564	7 204	172 682	16 291	141,3	126,1	114,0	140,5
Produits chimiques inorganiques	2 084	613	5 059	1 344	1 716	711	-66,1	-47,1	-17,7	15,9
Produits pharmaceutiques	543	3 344	719	5 708	526	5 500	-26,9	-3,7	-3,2	64,5
Insecticides; fongicides; herbicides etc	314	911	344	1 052	428	1 351	24,5	28,4	36,5	48,3
<i>Produits des industries chimiques</i>	6 022	8 722	29 476	18 959	8 089	12 997	-72,6	-31,4	34,3	49,0
Matières plastiques	3 745	3 431	5 211	5 217	5 656	4 683	8,5	-10,2	51,0	36,5
Pneumatiques neufs	913	1 214	1 067	1 451	1 593	1 922	49,3	32,4	74,5	58,3
<i>Matières plastiques et caoutchouc</i>	4 809	5 173	6 380	7 209	7 346	7 010	15,1	-2,8	52,8	35,5
Friperie	1 819	1 492	3 651	2 803	2 789	2 089	-23,6	-25,5	53,4	40,0
<i>Matières textiles et leurs ouvrages</i>	2 850	2 950	5 630	5 423	4 592	4 321	-18,4	-20,3	61,1	46,5
Produits céramiques	5 448	829	8 688	2 984	6 672	1 232	-23,2	-58,7	22,5	48,6
<i>Ouvrages en pierre, ciment et verre</i>	7 103	1 364	10 912	3 750	9 901	2 335	-9,3	-37,7	39,4	71,1
Fonte, fer et acier	19 401	5 886	9 090	3 711	5 668	2 714	-37,6	-26,8	-70,8	-53,9
Ouvrages en fonte, fer et acier	3 464	4 176	2 099	2 917	3 523	4 472	67,8	53,3	1,7	7,1
Aluminium et ouvrages en aluminium	188	690	916	1 973	327	492	-64,3	-75,1	74,1	-28,7
<i>Métaux communs et leurs ouvrages...</i>	23 664	11 675	13 024	9 928	10 647	9 550	-18,2	-3,8	-55,0	-18,2
Machines et appareils mécaniques	2 687	15 419	3 600	12 596	2 863	12 866	-20,5	2,1	6,6	-16,6
Machines et appareils électriques	2 247	7 952	3 322	19 405	3 477	25 703	4,7	32,5	54,8	223,2
<i>Machines et app. mécaniques ou électriques</i>	4 933	23 371	6 922	32 001	6 340	38 569	-8,4	20,5	28,5	65,0
Véhicules automobiles; tracteurs	3 996	8 138	6 610	13 304	5 379	10 098	-18,6	-24,1	34,6	24,1
<i>Matériel de transport</i>	7 567	10 210	7 084	13 829	5 573	10 621	-21,3	-23,2	-26,4	4,0
<i>Total des importations hors pétrole</i>		109 447		166 414		134 773		-19,0		23,1
<i>Total général des importations</i>		110 863		ND		ND		NC		NC

Cours mondiaux des produits de base

Pétrole

Après avoir amorcé une chute libre tout au long du second semestre 2008, les cours du pétrole se sont stabilisés autour de la barre de 40 dollars le baril en début d'année 2009. Cette stabilité est la résultante de la réduction de la production du pétrole par les principaux pays de l'OPEP. En février 2009, le cours moyen du Brent se situe à 41,8 dollars le baril contre 43,9 dollars le baril il y a un mois, soit une diminution de 4,6%. En glissement annuel, ce prix moyen a perdu près de 55,2% de sa valeur.

Cacao en fève

Les cours du cacao brut en fèves continuent dans une tendance haussière en février 2009. Ils se situent en moyenne mensuelle à 2661 dollars la tonne en augmentation de 2% par rapport au mois précédent et de 5,5% en glissement annuel. Cette légère augmentation des cours est due à la levée des craintes concernant l'offre en provenance de la Côte d'Ivoire. En effet, les livraisons de cacao dans les ports ivoiriens ont augmenté de 59% par rapport au mois de janvier ce qui a calmé le marché de ce produit.

Café

En février 2009, les cours du café arabica se stabilisent et s'établissent en moyenne mensuel à 2833,5 dollars la tonne contre 2822,5 dollars la tonne il y a un mois. Du côté du café robusta, on enregistre un fléchissement de 5% par rapport au mois précédent. Ces évolutions sont principalement attribuables à la pression liée à la remontée des cours du dollar. En glissement annuel, le café arabica et le café robusta se sont considérablement détériorés et affichent respectivement -18,8% et -30,5% de variation.

Caoutchouc

Les cours du caoutchouc se sont inscrits en février 2009 dans une tendance baissière. Ils s'établissent en moyenne mensuelle à 1463

dollars la tonne en diminution de 1,6% par rapport au mois précédent et de 48% en glissement annuel. Cette baisse résulte de la contraction de la consommation mondiale de caoutchouc, directement liée aux effets de la crise sur les ventes de voitures et la demande de pneumatiques (70 % de l'usage final du caoutchouc).

Huile de palme

En février 2009, les cours de l'huile de palme continuent dans une tendance haussière avec un accroissement de 1,8% pour se situer à 572 dollars la tonne. Cette fermeté des cours s'explique par les inquiétudes sur l'offre mondiale de l'huile de palme. En effet, selon les analystes, les premiers producteurs mondiaux d'huile de palme, l'Indonésie et la Malaisie pourront voir leur production d'huile de palme chuter en avril-juin diminuant les stocks de plus de 50% en dessous de 2,5 Mt à la fin de la période, contre un record de 5 Mt en novembre. En glissement annuel, ces cours s'inscrivent en baisse de 46,9%.

Aluminium

Les cours de l'aluminium continuent dans la chute engagée depuis le mois de juillet 2008. En février 2009, ils se situent en moyenne mensuel à 1330 dollars la tonne en diminution de 5,9% par rapport au mois précédent et de 52,1% en glissement annuel. On assiste à une diminution de la demande en aluminium de certains pays comme la Chine et pour tenter de faire face à la chute de la demande d'une part et d'enrayer la forte baisse des prix d'autre part, les aluminiers ont mis en place de vastes programmes de réduction de la production. Les plus grands producteurs comme Rusal, Alcoa, Chalco ont déjà annoncé des réductions de respectivement, 4, 15 et 18%. Ces décisions étaient déjà visibles dans les derniers chiffres de la production mondiale publiés par l'International Aluminium Institute.

Tableau 4 : Cours mondiaux des produits de base

Produits	févr-08	janv-09	févr-09	Variation (en %)	
	(a)	(b)	(c)	c/b	c/a
Cacao en fève (\$/t)	2 523,0	2 609,0	2 661,0	2,0	5,5

Café arabica (\$/t)	3 488,4	2 822,5	2 833,5	0,4	-18,8
Café robusta (\$/t)	2 584,3	1 892,0	1 797,1	-5,0	-30,5
Huile de palme (\$/t)	1 160,0	562,0	572,0	1,8	-50,7
Aluminium brut (\$/t)	2 777,0	1 413,0	1 330,0	-5,9	-52,1
Caoutchouc (\$/t)	2 813,0	1 487,0	1 463,0	-1,6	-48,0
Pétrole brut (\$/ baril)	93,4	43,9	41,8	-4,6	-55,2

Source : Produitdoc_ AFD, Marchés Tropicaux; site Insee

De fin janvier 2009 à fin février 2009

Le total des recettes budgétaires internes, enregistré dans le tableau de bord des finances publiques au cours du mois de février 2009 s'élève à 97,7 milliards contre 110,9 milliards pour le mois de janvier 2009, soit une baisse de 13,2 milliards. Cette diminution ressort principalement au niveau des recettes non pétrolières.

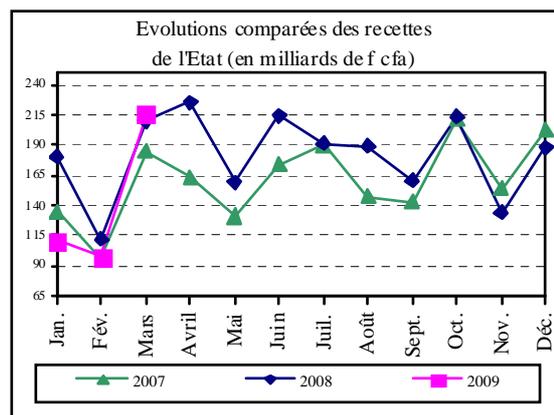
Les recettes pétrolières se chiffrent à 11,8 milliards au mois de février 2009 contre 11,3 milliards un mois plus tôt et sont constituées exclusivement de la redevance SNH.

Les recettes non pétrolières s'élèvent à 85,9 milliards au mois de février contre 99,6 milliards le mois précédent. Cette baisse est principalement due à celle des recettes de TVA qui passent de 40,5 milliards à 30,5 milliards.

Les recettes des impôts et taxes se chiffrent à 152,2 milliards au mois de mars 2009 contre 51 milliards au mois de février, soit une hausse de 101,2 milliards. L'évolution au niveau des différentes rubriques se présente de la manière suivante : la TVA est en hausse de 10,8 milliards et s'élève à 25,5 milliards; l'IS non pétrole croît de 93,8 milliards en se situant à 99,1 milliards ; la TSPP et les droits d'enregistrement baissent respectivement de 0,4 milliard et de 2,1 milliards et s'élèvent respectivement à 6,1 milliards et 3,9 milliards, les droits d'accises restent stables en se situant à 5,4 milliards.

S'agissant des recettes douanières, après une chute à 33,1 milliards au cours du mois de février 2009, elles croissent de 5,5 milliards au mois de mars 2009 et se chiffrent à 38,6 milliards. Au niveau des sous-rubriques, les droits de douane à l'importation s'élèvent à 19 milliards et augmentent de 3,7 milliards, tandis que la TVA à l'importation s'accroît de 1,4 milliard se situant à 18,1 milliards.

Les recettes non fiscales restent quasi-stables entre les deux mois et s'élèvent à 5 milliards.



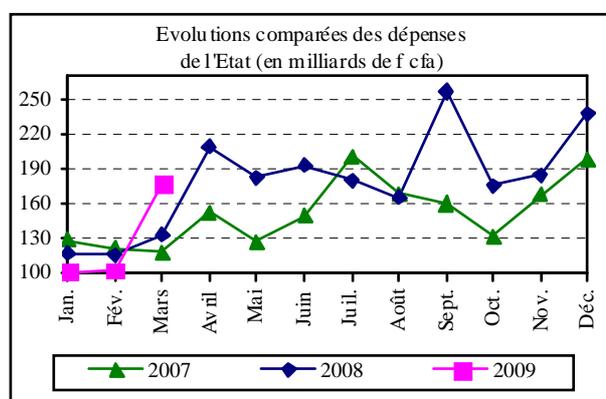
Les dépenses totales effectuées au cours du mois de mars 2009 s'élèvent à 176,6 milliards. Elles sont en hausse de 59,6 milliards par rapport au mois précédent.

Les dépenses de personnel augmentent de 0,8 milliard en se situant à 48,3 milliards. Les dépenses des biens et services s'élèvent à 50,5 milliards en mars 2009 contre 14,6 milliards le mois précédent.

Les dépenses d'investissement sur ressources propres sont à 29,9 milliards en mars 2009, contre 9,6 milliards un mois plus tôt.

Les transferts et subventions y compris les pensions, se situent à 23,1 milliards et sont en augmentation de 4,1 milliards.

Le service effectif de la dette publique s'élève à 16,5 milliards en mars. Des montants de 6 milliards et 10,5 milliards ont été affectés au paiement de la dette extérieure et de la dette intérieure respectivement.



De janvier 2009 à mars 2009

Au terme des trois premiers mois de l'exercice 2009, les recettes budgétaires internes se chiffrent à 431,7 milliards. Par rapport à la même période de l'exercice

précédent, elles enregistrent une baisse de 71,3 milliards en valeur absolue et de 14,2% en valeur relative. Cette baisse est observée au niveau des recettes pétrolières.

Les recettes pétrolières recouvrées à fin mars 2009 s'élèvent à 43,2 milliards contre 131 milliards à fin mars 2008. Elles sont en diminution de 87,8 milliards (-67%) entre les deux périodes et sont constituées uniquement de la redevance SNH.

Les recettes non pétrolières quant à elles se chiffrent à 388,5 milliards contre 372 milliards un an plus tôt, soit une hausse de 16,5 milliards (+4,4%). Cette hausse ressort uniquement au niveau des recettes fiscales ainsi que montre les résultats suivants.

Le cumul des recettes des impôts et taxes recouvrées à fin mars 2009 se situe à 266,2 milliards contre 252,8 milliards au cours de la même période de l'exercice 2008, soit une augmentation de 13,4 milliards (+5,3%). Cette hausse est due à toutes les principales composantes et se présente ainsi qu'il suit: la TVA croît de 5,9% en passant de 59,7 milliards à 63,2 milliards ; l'IS non pétrole augmente de 5,0% en se situant à 111,8 milliards ; les droits d'accises haussent de 35,0% et s'établissent à 18,5 milliards; les droits d'enregistrement s'accroissent de 2,6% et la TSPP de 10,3% avec des montants respectifs de 15,8 milliards et 19,1 milliards.

Les recettes douanières recouvrées à fin mars 2009 se chiffrent à 108,7 milliards. Elles étaient de 100,5 milliards un an plus tôt et sont en augmentation de 8,2 milliards (8,2%) en glissement annuel. Pour ce qui est de l'évolution des différentes composantes, les droits de douanes à l'importation enregistrent une hausse de 6,2% en passant de 48,7 milliards à 51,7 milliards, tandis que la TVA à l'importation augmente de 11,1% et se situe à 53,2 milliards.

Les recettes non fiscales recouvrées à fin mars 2009 baissent de 3,1 milliards par rapport à la même période de l'exercice antérieur en passant de 18,3 milliards à 15,2 milliards, soit une diminution de 16,9% en valeur relative.

En matière de dépenses publiques, les paiements effectués à fin mars 2009 s'élèvent à 448,1 milliards contre 374,9 milliards à la même période de l'exercice antérieur, soit une hausse de 73,2 milliards. L'analyse par rubrique se présente comme suit :

Les dépenses de personnel croissent de 18,8 milliards en se situant à 141,1 milliards à fin mars 2009.

Les dépenses des biens et services s'élèvent à 90,9 milliards. Elles étaient de 94,6 milliards à la même période de l'exercice antérieur et sont ainsi en diminution de 3,7 milliards.

Les dépenses de transferts et de pensions s'élèvent à 37,8 milliards à fin mars 2009, contre 38,8 milliards en mars 2008, soit une baisse de 1 milliard entre les deux exercices.

Les dépenses d'investissement sur ressources propres se chiffrent à 59,7 milliards à fin mars 2009 contre 42,5 milliards pour la même période de l'exercice précédent, soit un accroissement de 17,2 milliards.

Le service effectif de la dette publique à fin mars 2009 s'élève à 96,3 milliards contre 50,7 milliards à fin mars 2008. Il est constitué de 14,5 milliards de dette extérieure et de 81,8 milliards de dette intérieure. En ce qui concerne la dette intérieure, les intérêts servis au cours de cette période sont de 1,9 milliards, l'amortissement du principal se situe à 5,6 milliards et les paiements d'arriérés sont de 4,6 milliards. A fin mars 2009, les remboursements de crédits de TVA sont de 9,5 milliards, contre 9,9 milliards pour la même période de l'exercice antérieur.

Le flux de financement extérieur enregistre un solde net négatif de 3,6 milliards à fin mars 2009. Il résulte des tirages nouveaux sur emprunts extérieurs pour un montant de 4,6 milliards correspondant essentiellement aux prêts projets, et de l'amortissement du principal de la dette extérieure pour un montant de 8,2 milliards.

S'agissant du financement intérieur, la Position Nette du Gouvernement vis-à-vis du système bancaire (PNG) s'est traduite par une baisse des engagements de l'Etat de 60,2 milliards à fin mars 2009, contre une baisse de 143,9 milliards à fin mars 2008.

Tableau 5: Statistiques des finances publiques (en milliards de francs CFA)

<i>RUBRIQUES</i>	mars-08	févr.-09	mars-09	jan-mars08	jan-mars09	<i>Variation relative (en %)</i>			<i>Variation absolue</i>		
	(a)	(b)	(c)	(d)	(e)	(c/a)	(c/b)	(e/d)	(c/a)	(c/b)	(e/d)
RECETTES											
I-Recettes pétrolières	31,6	11,8	20,1	131,0	43,2	-36,4	70,3	-67,0	-11,5	8,3	-87,8
1-Redevance SNH	31,6	11,8	20,1	131,0	43,2	-36,4	70,3	-67,0	-11,5	8,3	-87,8
2- IS pétrole	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0			0,0	0,0	0,0
II- Recettes non pétrolières	178,7	89,4	195,3	372,0	388,5	9,3	118,5	4,4	16,6	105,9	16,5
1- Recettes Fiscales	173,5	84,1	190,8	353,3	375,0	10,0	126,9	6,1	17,3	106,7	21,7
a- Recettes des impôts et taxes	136,7	51,0	152,2	252,8	266,2	11,3	198,4	5,3	15,5	101,2	13,4
dont -TVA	15,2	14,7	25,5	59,7	63,2	67,8	73,5	5,9	10,3	10,8	3,5
-IS non pétrole	94,3	5,3	99,1	106,5	111,8	5,1	1769,8	5,0	4,8	93,8	5,3
-Droits d'accises	4,3	5,4	5,4	13,7	18,5	25,6	0,0	35,0	1,1	0,0	4,8
-Droits d'enreg.et timbre	3,9	6,0	3,9	15,4	15,8	0,0	-35,0	2,6	0,0	-2,1	0,4
- TSPP	4,9	6,5	6,1	17,1	19,1	24,5	-6,2	11,7	1,2	-0,4	2,0
b- Recettes douanières	36,8	33,1	38,6	100,5	108,7	4,9	16,6	8,2	1,8	5,5	8,2
dont - droit de douane import.	17,7	15,3	19,0	48,7	51,7	7,3	24,2	6,2	1,3	3,7	3,0
_TVA import.+Dts d'ac./import	17,9	16,7	18,1	47,9	53,2	1,1	8,4	11,1	0,2	1,4	5,3
2- Recettes non fiscales	5,2	4,8	5,0	18,3	15,2	-3,8	4,2	-16,9	-0,2	0,2	-3,1
3- Effets à l'encaissement	0,0	0,5	-0,5	0,4	-1,7		-200,0	-525,0	-0,5	-1,0	-2,1
TOTAL RECETTES BUDGET.	210,3	101,2	215,4	503,0	431,7	2,4	112,8	-14,2	5,1	114,2	-71,3
DEPENSES											
I-Dépenses courantes	95,8	81,1	121,9	255,7	269,8	27,2	50,3	5,5	26,1	40,8	14,1
Dép. personnel	39,9	47,5	48,3	122,3	141,1	21,1	1,7	15,4	8,4	0,8	18,8
Dép. Biens & Serv.	31,8	14,6	50,5	94,6	90,9	58,8	245,9	-3,9	18,7	35,9	-3,7
Transferts et pensions	24,1	19,0	23,1	38,8	37,8	-4,1	21,6	-2,6	-1,0	4,1	-1,0
II- Dépenses des investissements.	18,5	17,7	36,4	58,7	75,3	96,8	105,6	28,3	17,9	18,7	16,6
Sur financements extérieurs	2,2	7,1	6,2	7,4	14,3	181,8	-12,7	93,2	4,0	-0,9	6,9
Sur ressource propres.	15,2	9,6	29,9	42,5	59,7	96,7	211,5	40,5	14,7	20,3	17,2
dont PPTE	1,9	0,6	10,3	7,6	14,0	442,1	1616,7	84,2	8,4	9,7	6,4
Dépenses de restructurations	1,1	1,0	0,3	8,8	1,3	-72,7	-70,0	-85,2	-0,8	-0,7	-7,5
III- Dépenses diverses non clas.	12,9	9,9	1,8	9,8	6,7	-86,0	-81,8	-31,6	-11,1	-8,1	-3,1
IV- Service de la dette publique	15,1	8,3	16,5	50,7	96,3	9,3	98,8	89,9	1,4	8,2	45,6
Dette extérieure	3,9	4,3	6,0	15,5	14,5	53,8	39,5	-6,5	2,1	1,7	-1,0
Dette intérieure	11,2	4,0	10,5	35,2	81,8	-6,2	162,5	132,4	-0,7	6,5	46,6
dont - amortissement du principal	3,7	0,0	5,4	15,2	5,6	45,9		-63,2	1,7	5,4	-9,6
-remboursement crédits TVA	2,2	3,5	1,7	9,9	9,5	-22,7	-51,4	-4,0	-0,5	-1,8	-0,4
- arriérés intérieurs	3,2	0,5	1,5	7,7	4,6	-53,1	200,0	-40,3	-1,7	1,0	-3,1
TOTAL DEPENSES BUDGET.	142,3	117,0	176,6	374,9	448,1	24,1	50,9	19,5	34,3	59,6	73,2
SOLDE DE BASE	72,9	-6,2	60,5	67,6	59,3	-17,0	-1075,8	-12,3	-12,4	66,7	-8,3

Source: MINFI/DAE/FP.

SITUATION MONETAIRE

La situation monétaire du Cameroun à fin mars 2009 s'équilibre en ressources et emplois à 2360 milliards, contre 2373 milliards à fin février 2009, et 2117 milliards en glissement annuel.

Dans ce contexte, les avoirs extérieurs nets ont cru de 1,5% pour s'établir à 1717 milliards à fin mars 2009, contre 1692 milliards à fin février 2009. Les avoirs extérieurs nets de la BEAC ont progressé de 3% pour s'établir à 1506 milliards à fin mars 2009, contre 1462 à fin février 2009, alors que les avoirs extérieurs nets des banques et autres institutions bancaires ont continué sur la tendance baissière en enregistrant une baisse de 7,8% pour s'établir à 211 milliards à fin mars 2009, contre 229 milliards à fin février 2009. En glissement annuel, les avoirs extérieurs nets du système monétaire ont progressé de 9,8%.

Au 31 mars 2009, le crédit intérieur enregistre une baisse de 4,8% et se situe à 642 milliards, contre 675 milliards à fin février 2009. Cette performance procède essentiellement d'une baisse de 7,8% des créances nettes sur du système monétaire sur l'Etat, bien qu'atténuée par un accroissement de 1,2% des créances sur l'économie. De la sorte, l'encours des créances nettes du système monétaire sur l'Etat a été ramené de -606 milliards à fin

février 2009 à -653 milliards à fin mars 2009. Il était de -580 milliards à fin mars 2008.

La structure du crédit à l'économie n'a pas changé significativement et reste composée à 88,7% de crédit au secteur privé non financier, à 9,9% de crédit aux entreprises publiques non financières et à 1,4% aux institutions financières non bancaires.

La répartition des créances du système monétaire sur l'économie, selon la durée, n'a pas également changé à fin mars 2009. La part des crédits à court terme s'est stabilisée à 63,2%, contre une part de 32,3% des crédits à moyen terme et de 4,5% des crédits à long terme.

La diminution des créances nettes du système monétaire sur l'Etat s'explique par une relative bonne santé des trésoreries publiques malgré la crise.

Reflétant l'évolution des contreparties, la masse monétaire (M2) a reculé de 1,1% pour se situer à 2068 milliards à fin mars 2009, contre 2096 milliards à fin février 2009. En glissement annuel, la masse monétaire a progressé de 9,4%. Composée à 18,5% de la monnaie fiduciaire, 38,8% de la monnaie scripturale et 41,7% de la quasi-monnaie, la structure de la masse monétaire est restée quasi-stable.

Tableau 6: Situation monétaire large à fin mars 2009 (en milliards de FCFA)

	Mars-08	Fév.-09	Mars-09
TOTAL DES CONTREPARTIES DES RESSOURCES DU SYTEME MONETAIRE	2 117	2 367	2 360
AVOIRS EXTERIEURS NETS	1 565	1 692	1 718
CREDIT INTERIEUR (a+b)	552	552	643
CREANCES NETTES SUR L'ETAT (a)	-581	-607	-654
POSITION NETTE DU GOUVERNEMENT	-449	-490	-543
AUTRES CREANCES NETTES SUR L'ETAT	-122	-117	-111
CREANCES SUR L'ECONOMIE (b)	1 133	1 282	1 297
ENTREPRISES PUBLIQUES NON FINANCIERES	96	124	139
SECTEUR PRIVE NON FINANCIER	1 013	1 128	1 131
TOTAL DES RESSOURCES DU SYSTEME MONETAIRE	2 117	2 367	2 360
MONNAIE FIDUCIAIRE	295	377	387
MONNAIE SCRIPTUTALE	819	849	831
DISPONIBILITES MONETAIRES	1 113	1 226	1 218
QUASI-MONNAIE	778	865	850
BANQUES CREATRICES DE MONNAIE	775	862	847
MASSE MONETAIRE	1 891	2 091	2 068
FONDS PROPRES	283	311	306
AUTRES POSTES NETS	-57	-34	-14

Source : BEAC

Opérations interbancaires

Sur le compartiment interbancaire du marché monétaire, deux opérations ont été enregistrées en mars 2009: l'une entre AFRILAND FIRST BANK, prêteuse, et Standard Chartered Bank of Cameroon, emprunteuse, portant sur un montant de 10 milliards, au taux de 3,25%, pour une durée de 7 jours ; et l'autre, entre la Commercial Bank of Cameroon, prêteuse, et BSIC Tchad, emprunteuse, portant sur un montant de 1 milliard, au taux de 4,5%, pour une durée de 31 jours

Injections de liquidités: Guichet A

L'encours des avances de la BEAC aux établissements de crédit a enregistré un troisième pic en mars 2009, après les pics de février 2009 et de décembre 2008. Il s'établit à 5662 millions, au taux de 4,75% en mars 2009, contre 3690 millions en février 2009, 351 millions à fin janvier 2009, 3907 millions en décembre 2008, et 345 millions en glissement annuel. Le pic de 5662 millions observé en mars 2009 s'explique essentiellement par un accroissement des appels d'offres de 7 jours, et accessoirement par une augmentation des avances exceptionnelles sur certificat de placement. Les autres guichets à savoir, les prises en pensions, et les interventions ponctuelles n'ont enregistré aucune opération.

Placements des établissements de crédit à la BEAC

L'encours des placements à la BEAC des établissements de crédit éligibles, et institutions financières publiques, s'est stabilisé à 210 milliards en mars 2009, contre 212 milliards à fin février 2009 et 254 milliards en glissement annuel. La configuration de ces placements se présente ainsi qu'il suit en mars 2009: 59,% de ces placements est à 7 jours au taux de 1,300% ; 30% des placements est à 28 jours au taux de 1,3625% ; et 11% des placements est à 84 jours au taux de 1,4250%.

Guichet B : Sur ce compartiment, la BEAC accorde les prêts destinés aux investissements productifs ainsi que les crédits à court et moyen terme irrévocables. Depuis plus de deux ans, aucune opération n'a été réalisée sur ce marché. Cette situation se justifie par la rareté des

emplois bancaires à moyen et long terme pouvant bénéficier d'un refinancement de la BEAC.

Situation des réserves obligatoires

Le coefficient des réserves obligatoires a été révisé à la hausse le 20 mars 2008. Il est fixé dorénavant à 11,75% pour sur les dépôts à vue (DAV), contre 10,25% précédemment et à 9,25% sur les dépôts à termes (DAT), contre 8,25% antérieurement. L'encours des réserves obligatoires des banques camerounaises s'est établi à 206 milliards au 28 février 2009, contre 207 milliards au 31 janvier 2009. Il représente 33,5% des réserves libres, constituées des placements en appels d'offres négatifs et des soldes des comptes courants des banques. Il représente par ailleurs 80% des soldes des comptes courants des banques et 57% des placements en appels d'offres négatifs.

L'encours des réserves obligatoires dans la CEMAC s'est élevé à 542 milliards au 28 février 2009, contre 510 milliards au 31 janvier 2009.

Engagements du Trésor Public vis-à-vis de la BEAC

Les engagements du Trésor Public vis-à-vis de la BEAC sont de deux ordres : les avances statutaires (ligne de crédit ouverte) et l'encours des crédits consolidés. Le plafond des avances statutaires au titre de l'exercice 2009 est fixé à 373 milliards, contre 318 milliards en 2008. Au premier trimestre 2009, aucun tirage n'a été effectué sur cette ligne de crédit. Cette situation se justifie par l'engagement pris par le Gouvernement de continuer à limiter en 2009, le recours à toutes nouvelles avances statutaires et à émettre les titres publics à souscription libre. L'encours des crédits consolidés sur l'Etat s'élève à 396 millions à fin mars 2009, contre 408 millions à fin février 2009 et 825 millions en glissement annuel.

Taux de couverture de la monnaie

Le taux de couverture de l'émission monétaire s'est stabilisé autour de 93,6% au cours du premier trimestre 2009. Il est de 102% au niveau sous régionale en mars 2009.

Le minimum statutaire exigé est de 20%.

Secteur bancaire

Globalement, l'activité bancaire s'est stabilisée au cours du mois de mars 2009.

Le bilan consolidé des 12 banques créatrices de monnaie opérant sur le territoire camerounais s'est équilibré à 2431 milliards à fin mars 2009, contre 2506 milliards à fin février 2009. Les Fonds Propres des banques se sont stabilisés à 332 milliards.

L'évolution des grands postes du bilan consolidé reste assez contrastée : les créances du secteur bancaire sur l'économie ont progressé de 1,2% pour se hisser à 1233 milliards, contre 1219 milliards à fin février 2009.

Les créances du système bancaire sur l'Etat se sont stabilisées à 108 milliards à fin mars

2009. L'encours des dépôts de l'Etat a baissé de 8% pour s'établir à 241 milliards à fin mars 2009, contre 262 milliards à fin février 2009.

Le taux des créances en souffrance, mesuré en rapportant les créances en souffrance sur les crédits bruts au secteur privé non financier, n'a pas changé significativement. Il se situe à 16,6% à fin mars 2009, contre 17,1% en début d'année. L'encours des créances en souffrance s'établit à 169,4 milliards à fin mars 2009, contre 156 milliards en début de période. Des créances d'un montant total de 17,7 milliards ont été recouvrées ou reclassées saines et en même temps, l'on a enregistré l'entrée de nouvelles créances en souffrance à hauteur de 30,7 milliards.

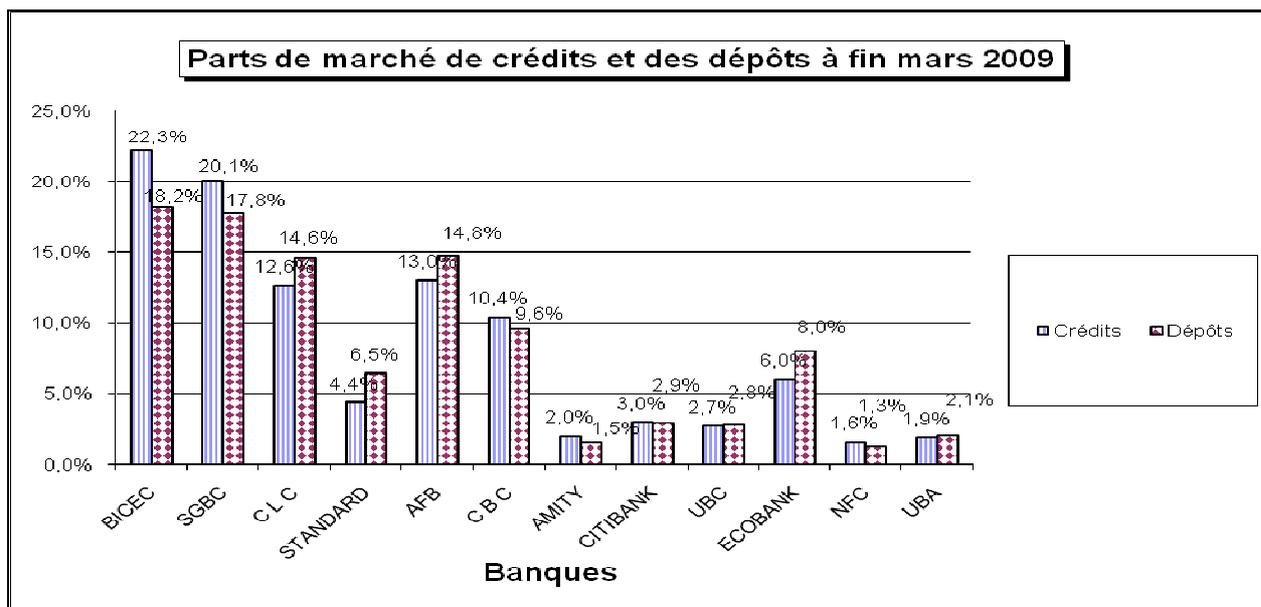
Tableau 7 : Créances en souffrance à fin mars 2009 (en millions de FCFA)

Libellé poste	Encours début période (jan09)	créances recouvrées et reclassées	Échéances impayées, et reclassées impayées et déchéance de terme	Encours de fin mars 2009
Créances impayées	14121	15279	29164	28006
Créances immobilisées	398	13	2	387
Créances douteuses couvertes par la garantie de l'état				
Créances douteuses couvertes par des sûretés réelles	36335	1224	944	36055
Créances douteuses depuis moins d'un an	15001	1	932	15932
Créances douteuses depuis 1 à 2 ans	1381	60		1321
Créances douteuses depuis 2 à 3 ans	998	4	11	1005
Créances douteuses depuis plus de 3 ans	18955	1159	1	17797
Autres créances douteuses	103830	1138	553	103245
Créances douteuses depuis moins d'un an	24306	539	100	23867
Créances douteuses depuis 1 à 2 ans	26966	190	262	27038
Créances douteuses depuis plus de 2 ans	52558	409	191	52340
Créances impayées sur le crédit –bail	239	108	123	254
Créances douteuses sur le crédit –bail	1488	2		1486
Créances brutes en souffrance	156411	17764	30786	169433

Source : DAE

S'agissant de la répartition des parts de marché, l'activité bancaire reste dominée par 4 banques à savoir la BICEC, la SGBC, AFRILAND, et CA-SCB qui occupent environ 68% des parts du marché du crédit et 65% des dépôts. Elles sont suivies par 03 autres banques (SCBC, CBC, ECOBANK,) qui détiennent 20% des parts du marché du crédit et 24% du marché des dépôts.

Les banques restantes à savoir, CITIBANK, AMITY, UNION BANK, NATIONAL FINANCIAL BANK et UBA se contentent de 11,3% du marché du crédit et 10,6% du marché des dépôts. Les parts de marché ainsi que le classement des banques selon l'encours des crédits et le volume des dépôts sont consignés dans le graphique et tableau ci-après :



Source : DAE

Au plan de l'analyse des normes de gestion, définies comme un ensemble de règles que les établissements de crédit sont tenus de respecter pour assurer leur équilibre financier, les 12 banques camerounaises, bien que ne respectant pas encore le ratio portant sur la structure du portefeuille crédit et relatif à

l'accord de classement, restent en général liquides et suffisamment capitalisées par rapport à l'évolution de leurs risques, exceptées deux banques qui affichent des fonds propres négatifs et quelques unes qui évoluent en dehors des normes relatives à la division des risques et la couverture du risque.

Tableau 8: Performance en matière de respect des Ratios Prudentiels à fin mars 2009

	Pour mémoire: répartition des Fonds Propres nets (en millions de FCFA)	Ratio de couverture des risques par les fonds propres (Min exigé = 8%)	Ratio de couverture des immobilisations par les capitaux permanents (Min=100%)	Rapport de structure de portefeuille-crédit (Min = 55%)	Ratio de liquidité (ressources immédiatement disponibles et susceptibles de couvrir au minimum l'intégralité des dettes à échoir dans un mois au plus, Min =100%)	Coefficient de transformation à long terme (Min = 50%)	Ratio de division des risques sur un seul client (Max = 4% des Fonds Propres)	Ratio de division des risques sur l'ensemble des clients (Max = 800% des Fonds Propres)
BICEC	28542	14	140	1	195	49	respecté	Respecté
SCBC (ex CLC)	18851	14	287	0	295	67	respecté	Respecté
SGBC	25881	11	188	0	178	66	Non respecté	Respecté
STD BK	9522	30	445	0	309	51	Non respecté	Respecté
AFRILAND Bank	18774	11	102	0	305	73	respecté	Respecté
AMITY BANK	-14698	-163	-1419	0	121	-644	non respecté	Non respecté
CBC	10379	07	143	2	70	64	non respecté	Non respecté
CITIBANK	11822	88	1285	0	321	1664	respecté	Respecté
ECOBANK	7143	8	123	0	207	72	respecté	Respecté
UBC	-3798	-15	-288	0	323	-7	non respecté	Non respecté
UBAC	3312	108	240	0	524	240	respecté	Respecté

Source: DAE / BEAC

Norme respectée		Norme non respectée =	
-----------------	--	-----------------------	--

INFORMATIONS SOCIO-ECONOMIQUES

Prix à la consommation des ménages

Par rapport au mois de février 2008, l'indice des prix à la consommation finale des ménages à Yaoundé a connu une baisse de 0,2% au cours du mois de mars 2008. Cette diminution a été observée dans tous les postes de consommation.

En glissement annuel, cet indice est en hausse de 3,8%, suite aux progressions enregistrées au niveau des postes tels que *l'alimentation, boissons et tabacs* (7,0%), *l'éducation et loisirs* (2,4%) et *l'habillement et chaussures* (2,1%). Par contre, les dépenses de maison et celles de transport et télécommunication ont reculé respectivement de 1,3% et 0,5% sur la période.

A Douala, l'indice des prix à la consommation finale des ménages a reculé de 0,2% au mois de mars 2009 par rapport au mois précédent. Cette baisse est due dans l'ensemble à celle des prix dans tous les postes, notamment les dépenses d'habillement et chaussures (-0,5%), les produits alimentaires (-0,2%) et les dépenses de maison (-0,1%). La baisse des prix des produits alimentaires découle de la diminution de 1,5% des prix des huiles, graisses et divers, freinée par la hausse de 0,6% des prix des légumes.

En glissement annuel, l'indice des prix a progressé de 2,3% à Douala. Cette progression a résulté des augmentations enregistrées au niveau de *l'alimentation, boissons et tabacs* (3,2%), de *l'habillement et chaussures* (4,1%) et des dépenses d'éducation et loisirs (2,3%).